



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 juillet 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes

New York, 2-27 juillet 2012

Point 9 de l'ordre du jour

**Pouvoirs des représentants à la Conférence**

### Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

*Président* : M. Pablo Antonio **Thalassinós** (Panama)

1. L'article 4 du Règlement intérieur de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes prévoit ce qui suit :

Une commission de vérification des pouvoirs comprenant neuf membres est nommée au début de la Conférence. Sa composition est fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa session la plus récente. Elle examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement rapport à la Conférence.

2. À sa 1<sup>re</sup> séance plénière, le 3 juillet 2012, conformément à l'article 4 de son règlement intérieur, la Conférence a nommé une commission de vérification des pouvoirs composée des mêmes membres que la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-sixième session : Chine, Costa Rica, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Italie, Maldives, Panama et Sénégal.

3. La Commission de vérification des pouvoirs a tenu une réunion, le 25 juillet 2012.

4. M. Pablo Antonio Thalassinós, Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, a été élu Président à l'unanimité.

5. La Commission était saisie d'un mémorandum du secrétariat de la Conférence daté du 25 juillet 2012, portant sur les pouvoirs des représentants des États Membres participant à la Conférence. Le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques de l'ONU a fait une déclaration par laquelle il a notamment mis à jour le mémorandum en indiquant les pouvoirs et les communications reçus après son établissement.

6. Comme indiqué au paragraphe 1 du mémorandum et dans la déclaration s'y rapportant, la Commission avait reçu au moment de sa réunion, selon les modalités visées à l'article 3 de son règlement intérieur, les pouvoirs en bonne et due forme



des représentants à la Conférence des 97 États Membres suivants : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Bélarus, Belize, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grenade, Guatemala, Guyana, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Monténégro, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Palaos, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

7. Ainsi qu'il est noté au paragraphe 2 du mémorandum et dans la déclaration s'y rapportant, les informations concernant la nomination des représentants des États Membres à la Conférence avaient été communiquées au Secrétaire général de la Conférence au moment de la réunion de la Commission de vérification des pouvoirs, par télégramme ou télécopie émanant du chef de l'État ou du gouvernement, ou du Ministre des affaires étrangères, ou par lettre ou note verbale émanant de la mission intéressée, par les 73 États Membres suivants : Afghanistan, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Canada, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Dominique, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Iran (République islamique d'), Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Maurice, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du) et Yémen.

8. Comme indiqué au paragraphe 3 du mémorandum, parmi les États Membres qui n'étaient pas déjà mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du mémorandum susmentionné, les 23 États Membres indiqués ci-après n'avaient pas, au moment de la réunion de la Commission de vérification des pouvoirs, communiqué au Secrétaire général de la Conférence d'informations concernant leurs représentants : Andorre, Bhoutan, Cap-Vert, Comores, Gambie, Îles Marshall, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Ouzbékistan, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Somalie, South Soudan, Tchad, Timor-Leste, Tonga, Turkménistan, Tuvalu.

9. Le Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que l'Égypte souligne que l'acceptation des pouvoirs d'Israël signés à Jérusalem ne signifie en aucune manière que l'Égypte ou l'Organisation des Nations Unies reconnaissent en Jérusalem la capitale d'Israël.

10. La Commission a décidé d'accepter les pouvoirs des représentants de tous les États Membres mentionnés aux paragraphes 6 et 7 et dans la déclaration du Sous-Secrétaire général, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme des représentants des États Membres mentionnés au paragraphe 7 du présent rapport seraient communiqués au Secrétaire général de la Conférence dès que possible.

11. La Commission a adopté, sans le mettre aux voix, le projet de résolution suivant :

« *La Commission de vérification des pouvoirs,*

*Ayant examiné* les pouvoirs des représentants à la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes,

*Accepte* les pouvoirs des représentants des États Membres mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du mémorandum du Secrétaire général. »

12. La Commission a décidé, sans procéder à un vote, de recommander à la Conférence d'adopter le projet de résolution (voir par. 14 ci-dessous).

13. Compte tenu de ce qui précède, le présent rapport est soumis à la Conférence.

#### **Recommandation de la Commission de vérification des pouvoirs**

14. La Commission de vérification des pouvoirs recommande à la Conférence d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Pouvoirs des représentants à la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes**

*La Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure,

*Approuve* le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

---